Corruption politique et défense nationale

Quand un système financier menace ruine, la première menace pour la sécurité nationale, c'est la difficulté prévisible de son financement. Et la première façon de défendre la nation, c'est alors de préparer son redressement financier. L'argent est le nerf de la guerre. La désunion que provoquent les crises économiques est de nature à miner la défense de n'importe quel pays. Et le spectacle d'un État en déconfiture n'inspire plus aucun respect et attise les appétits.

Mais pour faire face au problème central, il faut de l'honnêteté intellectuelle, qui oblige à des remises en cause nombreuses et fondamentales. Faute de telles réorganisations mentales en temps utile, la principale menace prévisible contre la sécurité nationale, ce sont la faillite et la révolution sociale.

Il est d'usage de dénoncer les spéculateurs. C'est entendu, ils sont sordides. Dire qu'ils sont la cause de tout, c'est participer à un mensonge collectif.

Les investisseurs économiques à long terme peuvent battre les spéculateurs, à partir du moment où les fondamentaux sont sains. Dans le cas contraire, les spéculateurs peuvent mettre par terre un État.

Qualité du *leadership* et principe de réalité

Les spéculateurs, au sens précis, sont une catégorie particulière d'investisseurs, qui n'a pas de logique économique derrière elle et qui fait juste des manœuvres, souvent à court terme, sans utilité économique générale. Si un marché s'effondre, c'est peut-être que les spéculateurs jouent à la baisse ; mais c'est aussi que les autres investisseurs ne rachètent pas ; ils n'ont pas confiance.

Pourquoi ? Ce qu'ils veulent, c'est investir à long terme. Quand ils n'investissent pas du tout, c'est qu'ils n'ont pas confiance à court terme. Leur confiance ou leur méfiance n'a rien d'un état d'âme passionnel, passager, irrationnel, encore moins d'un complot. Ils n'y croient pas, tout simplement parce que seuls peuvent « y croire » ceux qui n'ont pas mis le nez dans les comptes consolidés des nations et les fondamentaux économiques. Ou ceux qui ont intérêt à faire semblant d'y croire. Quant à la méthode Coué, elle a, comme chacun sait, ses limites.

Des facteurs productifs qui s'en vont, pas de croissance, une économie portée par la consommation et une consommation portée par la dépense publique, elle-même financée par des impôts sur le travail et par la dette : un tel système n'est pas durable et se rapproche donc constamment du moment où ça casse.

Il y a des fois où les spéculateurs sont tout simplement ceux qui posent au bon moment la question qui fait mal, en ayant pris les positions pour en profiter. Et on les déteste alors comme on déteste un principe de réalité.

Un jour vient où on ne peut plus fuir en avant. Alors, pour pouvoir continuer à s'endetter, ou pour payer simplement les intérêts de la dette, il faut diminuer les dépenses publiques. Mais cela casse toute croissance, diminue l'activité et les ressources fiscales, et requiert un endettement encore plus grand, dans des conditions encore moins crédibles. Cela met aussi « dans le rouge » une bonne partie de la population, qui va faire des révolutions sociales, sur le modèle des révolutions arabes. Le modèle a atteint alors sa limite absolue. Cliniquement, il est mort. C'est juste une question de savoir quand on va le débrancher.

Ne pas reconnaître une telle situation, et tirer ses dernières cartouches en traitant en urgence des crises de liquidités à répétition, c'est aussi absurde que de faire une seconde offensive des Ardennes en 1944. Cette absurdité a pour unique avantage de hâter le dénouement. Si des dirigeants d'entreprise mentaient aux marchés comme les classes politiques mentent aux corps électoraux, ils se retrouveraient tous en prison. On peut mentir au peuple, on ne peut pas mentir aux marchés.

Liquidité, solvabilité, compétitivité

La corruption politique fondamentale est de ne pas poser les bonnes questions. Elle est de traiter comme des crises de liquidités des problèmes de solvabilité à terme, et de ne pas vouloir voir derrière ces problèmes de solvabilité le problème de rentabilité, ou de compétitivité du travail, des Français – et les autres problèmes fondamentaux du système.

Accepter de parler des problèmes, avec leurs ordres de grandeur réels, c'est reconnaître qu'on vit dans un nouvel ancien régime qui est mort dans ses fondamentaux, qu'il va falloir tout reconstruire, et que c'est beaucoup de travail. Pensons à Necker faisant l'exposé des finances de la France en 1789 devant les États-Généraux. Il fait tout simplement l'exposé de la corruption morale et financière d'un régime.

La corruption fondamentale consiste dans une conduite de déni, ayant pour objet de faire

passer des échéances électorales difficiles à des entreprises politiques virtuellement ruinées, au détriment des citoyens, dont elles ne sont pourtant que les syndics. De la part de n'importe quel *management*, on parlerait de faute de gestion grave et d'abus de bien social.

Ce dont nous avons besoin, c'est de gouvernements qui publient leurs comptes régulièrement et qui soient capables de les expliquer de façon convaincante, non pas à des gens qui n'y connaissent rien, et qui, étant forcés de faire confiance, ne savent plus à qui se fier ; mais à des gens qui connaissent les sujets, et qu'on ne peut espérer *pipeauter*. Ce dont la défense nationale a besoin, c'est aussi de médias qui donnent la parole aux gens qui savent, afin que tout le monde puisse savoir, au moins dans les élites.

***Omerta* et corruption**

« On ne peut pas le dire. Il faut faire comme si on y croyait. » Pourquoi ? Parce qu'on se dit que, si on n'y croyait pas, on aurait le dos au mur de la faillite et de la révolution sociale. Mais quand le mur est là, tout près, la forme fondamentale de la corruption politique (et médiatique), c'est de ne pas le dire. Et les deux seules façons d'éviter la révolution sociale, si c'est encore possible, c'est qu'une fraction significative de la classe politique échange un comportement de politicien quelconque pour une conduite d'homme d'État, ou alors, que le peuple renouvelle la classe politique.

Ce dont a besoin une société libre, pour son existence et sa conservation, donc pour sa sécurité, c'est d'un pouvoir qui ait effectivement le pouvoir de *faire*, parce qu'il mérite la *confiance*.
Mériter la confiance n'est pas seulement donner l'impression qu'on la mérite.

La corruption fondamentale, pour de nombreux médias, c'est d'être des *business* dont la rentabilité repose sur la démagogie intellectuelle de la facilité instantanée, qui empêche de distinguer la réalité et impression. La corruption médiatique, unie à la corruption politique, est la principale forme de corruption menaçant la sécurité nationale.

Là se trouve le talon d'Achille des démocraties.